

Journal de 20 heures
La situation se tend au Rwanda pour l'armée
française qui veut créer une zone protégée
malgré l'opposition du FPR, qui vient de
prendre Kigali et Butare

Patrick Poivre d'Arvor, Loïck Berrou, Jean-Pierre Ferey, Nahida Nakad

TF1, 4 juillet 1994

Tous les Tutsi qui restent dans la région de Kibuye vivent désormais en cachette. Dans toute la zone, des patrouilles de l'armée française vont à leur recherche.

[Patrick Poivre d'Arvor :] Mesdames, Messieurs bonsoir. La situation se tend au Rwanda pour l'armée française qui veut créer une... zone protégée malgré l'opposition du FPR, qui vient de prendre Kigali et Butare. [...]

Et puis dans ce journal, François Mitterrand en Afrique du Sud. [...]

Pour commencer..., donc, le Rwanda car sa capitale Kigali vient tout juste de tomber aux mains du FPR. Le FPR qui ne veut pas de la zone humanitaire souhaitée par les Français dans le Sud-Ouest du pays. Nous allons y revenir tout de suite. Mais tout d'abord, euh, au téléphone Loïck Berrou.

[Loïck Berrou en direct par téléphone de "Nairobi (Kenya)" : "Euh, bonsoir Patrick. Euh, en effet nous avons appris la nouvelle ce matin très tôt. Et elle nous a grandement surpris puisque la journée d'hier avait été extrêmement calme. Les combats se déroulent pour l'essentiel à Kigali depuis une quinzaine de jours la nuit. Le Front patriotique du Rwanda aime bien opérer en commandos très discrets après avoir pilonné largement la ville depuis un mois. C'est ainsi qu'il a procédé ce matin. Plusieurs commandos se sont lancés en ville. Il semble que les troupes gouvernementales manquaient de munitions, étaient acculées sur leurs deux dernières positions [diffusion d'images

de soldats des FAR et du FPR]. Ces deux dernières positions, c'était une caserne de la gendarmerie, sur l'une des collines qui surplombe la ville. Et c'était surtout la garde présidentielle, cette troupe d'élite qui est entraînée..., qui a été entraînée par l'armée française depuis trois ans maintenant. Et qui donc était absolument à bout dans ses derniers retranchements. Donc les..., les troupes du FPR ont lancé ce matin plusieurs commandos en ville. Cette ville qu'ils avaient pilonné à l'artillerie depuis trois semaines. Ils ont d'abord tenu à libérer l'église de la Sainte-Famille. Et c'est extrêmement symbolique puisque c'est dans cette église que 800 réfugiés vivaient dans la crainte – réfugiés tutsi –, vivaient dans la crainte permanente de se voir, euh..., tuer par les milices hutu qui sévissent encore en ville. Puisque la ville était désertée cette..., ces deux dernières semaines. On n'y voyait plus que quelques miliciens. Le reste de la population vivait terré dans les caves, dans la terreur des bombardements. Le FPR, donc, s'est emparé ce matin de Kigali à l'aube. Le FPR détient les deux-tiers du territoire rwandais. Le FPR détient les deux principales villes : la capitale Kigali ; la seconde ville d'importance, Butare. C'est une victoire qui était annoncée. Mais c'est une victoire qui n'est pas encore tout à fait totale”.]

[Patrick Poivre d'Arvor :] Oui, vous le disiez Loïck, euh, le FPR a..., a pris donc ce matin la ville de Butare qui se trouve dans le Sud-Ouest du pays. Il continue sa marche vers la frontière zairoise, c'est-à-dire dans une zone jusqu'alors considérée comme protégée par l'armée française, qui veut continuer quand même à faire son travail humanitaire. Mais le FPR a été catégorique : ”Cette zone humanitaire est vouée à l'échec”, vient-il de dire il y a une heure. Jean-Pierre Ferey.

[Jean-Pierre Ferey :] Le chef d'état-major des armées, l'amiral Lanxade, a donné en fin d'après-midi sa version de l'incident au cours duquel, hier [3 juillet], des soldats français ont essuyé des coups de feu [on voit notamment des soldats français lourdement armés se déployer près d'un bâtiment]. Une patrouille revenait de la frontière avec le Burundi. Elle y avait escorté ces enfants : 600 orphelins qui fuyaient le Rwanda. Elle a rencontré des troupes du FPR – Front patriotique rwandais – qui les ont laissé passer. Mais plus loin, un groupe de soldats incontrôlés ou mal contrôlés a ouvert le feu plus, par bêtise que par vraie provocation [on voit les soldats français procéder à l'évacuation des orphelins].

Il n'y a donc pas lieu d'après l'amiral Lanxade d'exagérer cet évènement. Par contre il a insisté [diffusion d'une carte du Rwanda montrant la ligne de front ; un petit cercle rouge autour de la ville de Gikongoro s'affiche en

clignotant] : la France a créé, au sud du pays, une zone de sûreté où tous les réfugiés seront protégés. D'où l'ordre donné aux soldats français de s'opposer à toute intrusion armée dans cette zone de sûreté [on voit le général Raymond Germanos et l'amiral Jacques Lanxade en conférence de presse].

Amiral Jacques Lanxade, "Chef d'état-major des Armées" : "La zone, euh..., humanitaire, la limite de cette zone passe dans l'Est de Gikongoro. Et nous avons indiqué au FPR que nous ne souhaitons pas qu'il entre dans cette zone. Les soldats français sont là pour marquer, euh, les limites de cette zone. Et je ne pense pas qu'ils aient, euh..., à s'opposer militairement au FPR. Car je ne crois pas que le FPR franchira".]

Il n'empêche : la nature de la mission des soldats français a quelque peu changé. Ils devaient éviter le contact, maintenant ils doivent faire face.

[Patrick Poivre d'Arvor :] Dans cette zone de protection humanitaire il y a la ville de Kibuye. C'est là où nous étions il y a tout juste une semaine. Et je vous montrais devant l'église un endroit fraîchement remblayé par les bulldozers. C'était hélas un charnier. On en a eu la cruelle confirmation aujourd'hui avec ce reportage de Nahida Nakad et de Sébastien Renouil.

[Nahida Nakad :] L'église Saint-Jean à Kibuye. En s'en approchant nous sentons une insupportable odeur de mort. Les fidèles hutu prient, comme si de rien n'était. Sur le flanc de la colline, un charnier [gros plan sur un pied de cadavre qui dépasse de la terre]. 2 000 Tutsi ont été tués ici et personne n'a pris la peine de les faire enterrer, même pas le prêtre hutu qui occupe l'église depuis le massacre [on voit les paroissiens en train de chanter et danser en tapant dans leurs mains].

[Nahida Nakad, s'adressant au Père Jean-François : - "Est-ce que ça ne vous gêne pas de prier sur une odeur de mort?". Père Jean-François : - "En tout cas l'odeur, pour le moment, ce n'est pas encore... En tout cas, quand on fréquente l'église, petit à petit, l'odeur..., la mauvaise odeur part pour laisser..., une certaine bonne odeur. Ce que je dirais".]

Durant la messe le Père Jean-François a lu un message de l'armée française : un appel à l'arrêt des massacres [on voit les gens en train de prier dans l'église].

[Nahida Nakad, face caméra, devant l'église Saint-Jean de Kibuye : "Tous les Tutsi qui restent dans cette région vivent désormais en cachette. Ils savent que les Français sont là : tous les jours, un ou deux réussissent à prendre contact avec l'armée française qui est à un kilomètre d'ici [elle regarde vers sa droite]".]

Dans toute la zone, des patrouilles de l'armée vont à leur recherche. Ici,

ils ont trouvé un bébé. Ses parents ont été tués. Une famille hutu l'a accueilli mais avait peur de le garder [on voit le jeune enfant s'agripper au bras d'un soldat français]. Il ira rejoindre 1 000 autres Tutsi regroupés dans une clairière à Bisesero. Les Français qui les protègent sont arrivés un peu tard [on voit des enfants blessés et en très mauvais état]. Mais une chose est certaine : depuis qu'ils sont là, les Hutu, implantés sur les collines, n'osent plus les attaquer [on aperçoit des gens au sommet de la colline].

[Patrick Poivre d'Arvor :] Encore un mot sur ce dossier pour vous dire que le gouvernement jusqu'alors en..., en place au Rwanda, euh, qui semble désormais – vous l'avez entendu – perdre toutes ses places fortes ne veut pas s'exiler. 17 partis politiques se sont engagés à favoriser un dialogue entre le FPR et ce gouvernement déchu.

Je vous rappelle, donc, que la France a demandé aux combattants de se tenir à l'écart de la ville de, euh..., Gikongoro où..., où sont réfugiés des centaines de milliers de personnes et que les militaires français ont reçu l'ordre de rester dans cette ville.

Selon le ministre Alain Juppé, il n'y a pas d'hostilité de principe de la part du FPR au concept de Zone humanitaire sûre. Quant au groupe communiste, il a demandé son audition – l'audition du ministre – devant l'Assemblée. Et le PS a regretté les lenteurs de l'ONU pour venir seconder les efforts de la France.